

nécessaire, que la longue bataille que nous devons entreprendre doit se poursuivre jusqu'au bout.

A mon avis, ce serait sous-estimer le peuple du Canada que de ne pas lui demander de fournir tous ses efforts, et je crois que nous nous sous-estimerions nous-mêmes si nous ne nous pensions pas à même de supporter les attaques, coups et morsures qui nous attendent, qu'ils nous proviennent des media ou du public. Il me semble qu'il serait temps de donner une leçon aux media. J'ai l'impression que bientôt ils s'entendront dire qu'il serait temps d'avoir des échos un peu plus positifs de la bataille que nous menons et de notre avenir et que nous ne sommes pas disposés à en avaler davantage. Je crois que nombre de députés de tous les partis sont disposés à suivre cette voie. Je ne doute pas que tous les partis participeront à ce mouvement avant que ce soit terminé. Je me réjouis de ce que la chaleur du conflit ait fait jaillir l'étincelle de la vérité. J'accepte les critiques qui nous parviennent, qu'elles proviennent du NPD, des conservateurs, du Crédit social ou du parti libéral même. Je considère cette critique importante.

Je pense que le bill du ministre des Finances (M. Macdonald) sera un bill que nous défendrons et appuierons. On verra en nous non seulement un gouvernement mais un Parlement qui a pris cette décision.

● (1540)

Une voix: Une décision rétrograde.

M. MacFarlane: Non. Certains peuvent reculer mais je préfère aller de l'avant parce que j'aime voir où je m'en vais. Je pourrais tomber à la renverse autrement. Je n'ai vraiment pas d'intérêt pour la rhétorique ici. J'essaie de dire honnêtement les sentiments que moi et les gens de ma circonscription ressentons. Il n'est pas facile de parler pour une circonscription dont un coin peut peut-être ressembler à un quartier comme Westmount, à Montréal, et un autre qui est en quelque sorte comme Outremont ou un autre qui peut être comme Verdun dans l'île de Montréal ou Pointe-Saint-Charles. On trouve toutes sortes de gens, dont des gens des syndicats, des gens qui exploitent leur propre commerce et des gens qui poursuivent des carrières académiques et professionnelles. Il est difficile pour eux tous de voir les choses de la même façon, mais les députés peuvent être assurés qu'ils appuient en masse le genre de leadership qu'ils recevront.

C'est une question de savoir si nous sommes prêts à aller de l'avant à ce point-ci. Nous ne pouvons pas toujours faire à notre guise. Je ne dis pas qu'il y a une seule bonne réponse ni qu'il pourrait y avoir une seule réponse. Toutefois, il y a une réponse pour le public canadien. Elle est que, chaque fois que le gouvernement propose, au lieu que le Parlement dispose, on joue tout simplement une partie d'échecs. Nous n'avons pas le temps de jouer une partie d'échecs à ce moment-ci. Il n'y a pas à chercher à faire échec et mat ou à décider de déplacer notre tour simplement pour s'amuser à retarder des bills. C'est un moment où nous ne désirons aucunement forcer l'opposition à avaler quelque chose.

Nous disons que bien des gens ont demandé qu'on leur montre la voie. Que les députés d'en face pensent que nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes les dirigeants ou que notre gouvernement soit le dirigeant est en fait

Loi anti-inflation

sans importance. La responsabilité incombe au gouvernement et c'est pourquoi nous sommes saisis du bill; ainsi, nous avons tous l'occasion de dire ce que nous pensons sur notre façon de procéder au cours de ces jours sombres. Ces moments sont les meilleurs et les pires. Ne l'oublions pas. Nous ne devrions pas un seul instant nous apitoyer sur les causes des problèmes. En fait, nous vivons assez bien. Les choses vont bien pour certains d'entre nous, mais il faut penser aux économiquement faibles et à ceux qui n'ont pas de réels moyens d'exprimer leurs vues.

Dans ma circonscription je peux consulter en toute confiance les syndicats ouvriers et les travailleurs. Tous les jours, je reçois d'eux des appels téléphoniques par lesquels ils m'expriment leurs inquiétudes et leur volonté de collaborer parce que plus que, tous les autres, ils reconnaissent que par l'intermédiaire de leurs syndicats ils travaillent ensemble et possèdent les moyens d'arriver à leurs fins. Et pourtant, ils se rendent compte que d'autres ne jouissent pas de moyens semblables et qu'ils sont à la merci des événements qui se déroulent en faveur des plus fortunés.

Je crois vraiment qu'on peut s'attendre que tous les Canadiens sérieux collaborent à la réalisation du programme de réglementation. Ce ne sera pas facile. Ça n'a jamais été facile de prendre un remède amer. Par contre, quand on prend une aspirine, cela n'enraie pas la maladie ni le microbe, mais parfois cela nous permet de prolonger un peu notre vie et de réaliser des choses importantes. Peut-être aussi pouvons-nous combattre le microbe.

Il faut donc se rappeler que c'est la pilule amère que le gouvernement présente sans crainte aux Canadiens, avec la volonté et la détermination d'assumer pleinement les conséquences de ses actes. Nous ne demandons qu'une chose. Nous ne demandons pas le plein accord des députés de l'opposition, nous ne demandons pas aux media de rester froid devant les événements, mais nous leur demandons de faire preuve d'autant de sérieux que nous et de ne pas hésiter à dire que l'heure est grave. Dans ces circonstances pénibles, il faut être sérieux et non pas se croiser les bras ni profiter de l'occasion pour se faire un capital politique. Ces choses-là sont importantes. J'ai vu bien peu de choses nouvelles dans le monde.

M. Woolliams: J'aimerais savoir si le député accepterait de répondre à une question?

M. MacFarlane: Non, je n'accepte pas de répondre à une question en ce moment. Malgré le respect que je vous dois, et la peine que j'en ai, je pense qu'il vaut mieux que je termine ce que j'ai à dire.

Une voix: Vous aimez à faire des discours.

M. MacFarlane: Je pense que je dois relever ces paroles. Je vous dirai sans en ressentir aucune confusion que ma voix était excellente quand j'ai déclaré que le contrôle des salaires et des prix n'aurait aucun effet. Je n'ai ressenti aucune gêne quand j'ai fait cette affirmation. Le temps était mal choisi. A mon avis, c'était mal avisé que de parler d'une courte période et de blocage. Ce que je fais n'est pas toujours parfait, comme c'est le cas de bien d'autres. Si les députés ont écouté, ils se souviennent que j'ai dit avec beaucoup de vigueur ce que j'avais à dire. J'ai déclaré qu'il s'agissait d'une guerre. Je pense que si nous n'en convainquons pas le peuple nous n'atteindrons pas notre but.